



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 55.318/2
du 12 février 2014

sur

un projet d'arrêté ministériel
'modifiant l'arrêté ministériel
du 11 février 2010 fixant
l'organisation pratique des
élections médicales telles
qu'elles sont prévues à
l'article 211, § 1^{er}, de la loi
relative à l'assurance
obligatoire soins de santé et
indemnités, coordonnée le
14 juillet 1994'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 55.318/2
van 12 februari 2014

over

een ontwerp van ministerieel
besluit 'tot wijziging van het
ministerieel besluit van
11 februari 2010 tot
vaststelling van de praktische
organisatie van de medische
verkiezingen zoals bedoeld in
artikel 211, § 1, van de wet
betreffende de verplichte
verzekering voor
geneeskundige verzorging en
uitkeringen, gecoördineerd op
14 juli 1994'

Le 7 février 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté ministériel 'modifiant l'arrêté ministériel du 11 février 2010 fixant l'organisation pratique des élections médicales telles qu'elles sont prévues à l'article 211, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 février 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, conseiller d'État, président, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves DELVAL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 février 2014.

*

Op 7 februari 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 februari 2010 tot vaststelling van de praktische organisatie van de medische verkiezingen zoals bedoeld in artikel 211, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 februari 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, staatsraad, voorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 februari 2014.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, remplacé par la loi du 2 avril 2003 et modifié par la loi du 19 janvier 2014, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Le préambule s'exprime en ces termes :

« Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il convient en effet, compte tenu du calendrier à respecter pour la tenue d'élections qui prévoit que celles relatives au corps médical doivent être organisées durant l'année 2014 et qu'un déroulement régulier et optimal de ces élections ne peut être atteint qu'en permettant que le départ de la procédure électorale, soit la date à laquelle la liste électorale est dressée, puisse être fixée à un moment du calendrier garantissant que les périodes durant lesquelles le nécessaire débat démocratique entre les organisations représentatives candidates aux élections et l'appel au vote ont été déterminées de manière optimale ;

Considérant, d'une part, que l'article 211, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 prévoit que l'Institut national d'assurances maladie-invalidité organise des élections médicales tous les quatre ans, que les élections médicales précédentes ont été organisées dans la période du 22 février 2010 au 29 juin 2010 inclus, de sorte que, en vue d'une application correcte de l'article 211, § 1^{er}, précité, l'organisation des nouvelles élections médicales doit commencer le plus vite possible pour la Commission nationale médico-mutualiste dans sa nouvelle composition puisse déjà négocier un nouvel accord qui devra entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2015 et, d'autre part, que les opérations de votes relatives à ces élections doivent pouvoir se dérouler rapidement dans le respect des droits de tous les médecins intéressés, de sorte que, la fin de celles-ci doit se situer avant les vacances d'été 2014, et que par conséquent, le début de celles-ci doit commencer le plus vite possible, de sorte que, le présent arrêté, qui fixe la date du début de la procédure, doit être pris et publié dans les meilleurs délais ».

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003 et modifié par la loi du 19 janvier 2014, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Le demandeur d'avis est invité à se conformer dorénavant à la règle énoncée à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, précité, des lois coordonnées sur le Conseil d'État et, partant, à indiquer la motivation de l'urgence dans la demande d'avis proprement dite et pas uniquement dans le préambule du projet.

EXAMEN DU PROJET

En même temps que le présent projet d'arrêté ministériel, la section de législation du Conseil d'État est saisie d'un projet d'arrêté royal, examiné sous le numéro de rôle 55.317/2, 'modifiant l'arrêté royal du 11 février 2010 fixant les règles concernant les élections médicales telles qu'elles sont prévues à l'article 211, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', qui procure un fondement juridique au projet et dans lequel il insère certaines règles actuellement prévues dans l'arrêté modifié par le projet examiné.

Aussi, le projet d'arrêté ministériel sera examiné en tenant compte de cet arrêté royal tel qu'il sera modifié.

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient d'écrire « tel que remplacé par la loi du 29 avril 1996 et modifié par la loi du 22 février 1998 ».
2. L'arrêté royal du 11 février 2010 'fixant les règles concernant les élections médicales telles qu'elles sont prévues à l'article 211, § 1^{er} de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', mentionné à l'alinéa 2, doit être complété par la mention des dispositions de cet arrêté qui procurent un fondement juridique au projet, à savoir les articles 1^{er}, § 6, 2, § 4 et 3, § 4.
3. À l'alinéa 10, concernant l'avis du Conseil d'État, il y a lieu d'écrire « 3° » au lieu de « 2° » compte tenu de la renumérotation de l'énumération de l'article 84, § 1^{er}, par la loi du 19 janvier 2014 'portant réforme de la compétence, de la procédure et de l'organisation du Conseil d'État'.

DISPOSITIF

Article 2

L'article 3, § 2, en projet, organise essentiellement les modalités du contrôle des listes de membres qui doivent être transmises par les organisations et les groupements. Il prévoit aussi, à l'alinéa 6, qu'elles doivent être présentées par ordre alphabétique. Dans un souci de lisibilité et, partant, de sécurité juridique, la section de législation suggère de déplacer cette exigence de présentation de la liste dans l'article 1^{er}, § 4, alinéa 5, en projet de l'arrêté royal précité du 11 février 2010, qui prévoit les données qui doivent être mentionnées sur cette liste.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, vervangen bij de wet van 2 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 19 januari 2014, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In de aanhef staat het volgende:

“Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat rekening houdende met de timing die in acht moet worden genomen voor het houden van verkiezingen en waarin is bepaald dat de verkiezingen voor de geneesheren in de loop van 2014 moeten worden georganiseerd; dat een regelmatig en optimaal verloop van die verkiezingen immers alleen kan worden bereikt indien wordt toegestaan dat de begindatum van de kiesprocedure, dit is de datum waarop de kieslijsten worden opgesteld, kan worden vastgesteld op een ogenblik in de timing waarop kan worden gegarandeerd dat de periodes tijdens welke het noodzakelijke democratische debat tussen de representatieve organisaties die zich kandidaat stellen voor de verkiezingen en de oproeping om te gaan stemmen, op optimale wijze zijn vastgesteld;

Overwegende enerzijds dat artikel 211, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, bepaalt dat het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering om de vier jaar medische verkiezingen organiseert, dat de vorige medische verkiezingen werden georganiseerd in de periode van 22 februari 2010 tot en met 29 juni 2010, zodat met het oog op een correcte toepassing van voornoemd artikel 211, § 1, zo vlug mogelijk moet worden begonnen met de organisatie van nieuwe medische verkiezingen opdat de Nationale commissie geneesheren-ziekenfondsen reeds in haar vernieuwde samenstelling zou kunnen onderhandelen over een nieuw akkoord dat in werking moet treden op 1 januari 2015, en anderzijds dat de kiesverrichtingen in verband met deze verkiezingen vlot moeten kunnen verlopen met respect voor de rechten van alle belanghebbende geneesheren, zodat het einde ervan zich voor de zomervakantie van 2014 moet situeren en de aanvang ervan derhalve zo vlug mogelijk moet beginnen, zodat dit besluit, dat de datum van het begin van de procedure bepaalt, zo vlug mogelijk moet genomen en bekend gemaakt worden”.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 19 januari 2014, beperkt de afdeling Wetgeving, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

De adviesaanvrager wordt verzocht zich voortaan te richten naar het voorschrift van het voornoemde artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en bijgevolg de redenen voor de spoedeisendheid in de adviesaanvraag zelf op te geven en niet alleen in de aanhef van het ontwerp.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Gelijktijdig met het voorliggende ontwerp van ministerieel besluit is de afdeling Wetgeving van de Raad van State om advies verzocht over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 februari 2010 tot vaststelling van de regels voor de medische verkiezingen zoals bedoeld in artikel 211, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994', dat onder rolnummer 55.317/2 is onderzocht. Dat ontwerp levert voor het voorliggende ontwerp een rechtsgrond op en voegt er bepaalde regels aan toe die thans vervat zijn in het besluit dat door het voorliggende ontwerp wordt gewijzigd.

Bijgevolg wordt bij de bespreking van het ontwerp van ministerieel besluit rekening gehouden met dat koninklijk besluit zoals het zal worden gewijzigd.

AANHEF

1. In het eerste lid, dient te worden geschreven: "zoals vervangen bij de wet van 29 april 1996 en gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998".
2. Het in het tweede lid vermelde koninklijk besluit van 11 februari 2010 'tot vaststelling van de regels voor de medische verkiezingen zoals bedoeld in artikel 211, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994' moet worden aangevuld met de vermelding van de bepalingen van dat besluit die voor het ontwerp een rechtsgrond opleveren, namelijk de artikelen 1, § 6, 2, § 4 en 3, § 4.
3. In het tiende lid, dat op het advies van de Raad van State betrekking heeft, moet "3°" in plaats van "2°" worden geschreven, gelet op de vernummering van de opsomming van artikel 84, § 1, bij de wet van 19 januari 2014 'houdende hervorming van de bevoegdheid, de procedureregeling en de organisatie van de Raad van State'.

DISPOSITIEFArtikel 2

Het ontworpen artikel 3, § 2, voorziet hoofdzakelijk in de nadere regeling van de controle van de ledenlijsten die door de organisaties en de groeperingen moeten worden overgelegd. Tevens wordt in het zesde lid, ervan bepaald dat die lijsten in alfabetische volgorde moeten worden weergegeven. Ter wille van de leesbaarheid, en dus de rechtszekerheid, stelt de afdeling Wetgeving voor om dat vereiste met betrekking tot de weergave van de lijst te verplaatsen naar het ontworpen artikel 1, § 4, vijfde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 11 februari 2010, waarin wordt bepaald welke gegevens in die lijst moeten worden vermeld.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT